

LOI N° 2013-10 DU 30 JUILLET 2013

portant règlement définitif du budget général de l'Etat, gestion 2005.

L'Assemblée Nationale a délibéré et adopté en sa séance du 25 juin 2013. Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1^{er} : Les résultats d'exécution des opérations de la loi de finances rectificative, gestion 2005 sont arrêtés aux montants mentionnés dans le tableau ci-après :

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

OPERATIONS	PREVISIONS		REALISATIONS	
	RESSOURCES	CHARGES	RESSOURCES	CHARGES
A - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF	389 610	674 157	467 662	473 616
I - BUDGET GENERAL DE L'ETAT	389 610	656 646	466 657	459 207
1.- Budget des Institutions et Ministères	367 390	587 675	431 809	404 759
a.- Recettes des Régies financières	366 580		431 809	
b.- Budget d'Investissement de l'Administration Centrale	810		0	
c.- Dépenses ordinaires hors arriérés (*)		403 025		317 999
d.- Dépenses en capital		184 650		86 760
2.- Budget annexe	11 025	22 461	9 627	23 871
- Fonds National des Retraites du Bénin	11 025	22 461	9 627	23 871
3.- Autres budgets	11 195	46 510	25 221	30 577
a.- Caisse Autonome d'Amortissement	8 000	37 909	23 731	20 050
b.- Fonds Routier	3 195	8 601	1 490	10 527
II - VARIATION NETTE DES ARRIERES		16 400		12 940
III - COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE		1 111	1 005	1 469
- Compte SYDONIA		1 111	1 005	1 469
B - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE	5 278	1 219	21	329
I - COMPTES DE PRETS	0	565	21	314
II - COMPTES D'AVANCES	5 278	654	0	15
TOTAL GENERAL	394 888	675 376	467 683	473 945
RESULTAT D'EXECUTION		-280 488		-6 262

(*) Y compris les reports de crédits de 2004 sur 2005 et les Fonds de concours.

Article 2 : Le montant de l'exécution de la loi de finances rectificative, gestion 2005 en recettes est de 467 683 419 305 francs CFA.

La répartition de cette somme par grandes composantes, figure dans le tableau A et en annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 3 : Le montant de l'exécution de la loi de finances rectificative, gestion 2005 en dépenses est de 473 945 354 990 francs CFA.

La présentation des composantes de cette somme fait l'objet du tableau B et des annexes nos 2 et 5 joints à la présente loi.

Article 4 : Le montant des recettes du budget des institutions et ministères de l'Etat est de 431 808 639 270 francs CFA.

La répartition de ce montant fait l'objet du tableau C et de l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 5 : Le montant des dépenses du budget des institutions et ministères de l'Etat est de 404 759 442 611 francs CFA.

La présentation par rubrique des composantes du budget des institutions et ministères de l'Etat en dépenses, figure dans le tableau D et l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 6 : Le montant des recettes des administrations financières est de 431 808 639 270 francs CFA. Celui des recettes du budget de l'administration centrale (BIAC) est de 0 franc CFA.

La répartition de ces montants fait l'objet du tableau E et de l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 7 : Le montant des dépenses ordinaires hors "Variation Nette des Arriérés" s'élève à 317 999 456 163 francs CFA.

La présentation par grandes rubriques de cette somme fait l'objet du tableau F et des annexes n° 2 et 5 joints à la présente loi.

Article 8 : Le montant des dépenses en capital est de 86 759 986 448 francs CFA.

La présentation par rubrique des composantes de ces dépenses, fait l'objet du tableau G et des annexes n°s 2 et 5 joints à la présente loi.

Article 9 : Le montant des réalisations de recettes du budget annexe (Fonds National des Retraites du Bénin) s'élève à 9 626 655 383 francs CFA (cf. tableau H et annexe n° 2).

Le montant des dépenses effectives du budget annexe (Fonds National des Retraites du Bénin) s'élève à 24 923 855 749 francs CFA (cf. tableau I et annexe n° 2).

Article 10 : Le montant des réalisations de recettes de la Caisse Autonome d'Amortissement s'élève à 1 347 972 801 francs CFA.

Le détail de ces réalisations de recettes figure dans le tableau J et l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 11 : Le montant des opérations de dépenses de fonctionnement de la Caisse Autonome d'Amortissement s'élève à 1 007 135 040 francs CFA.

Le détail de ces opérations de dépenses figure à l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 12 : Le montant des opérations du Fonds Routier en Recettes est de 1 723 584 031 francs CFA.

Le détail de ces réalisations figure dans le tableau K et l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 13 : Les réalisations du budget du Fonds Routier en dépenses sont de 8 167 049 189 francs CFA.

Le détail de ces réalisations figure dans le tableau L et l'annexe n° 2 joints à la présente loi.

Article 14 : Le montant des arriérés ordonnancés et acceptés au titre de la gestion 2006, s'élève à 11 130 244 141 francs CFA (cf. annexe n° 2).

Article 15 : Le montant des réalisations de recettes du compte "SYDONIA" (compte d'affectation spéciale) s'élève à 999 690 966 francs CFA (cf. annexe n° 2).

Le montant des réalisations de dépenses du compte "SYDONIA" (compte d'affectation spéciale) s'élève à 1 054 048 371 francs CFA (cf. annexe n° 2).

Article 16 : Le montant des réalisations de recettes du compte "Maintien de la Paix" (compte d'affectation spéciale) s'élève à 3 050 173 538 francs CFA (cf. annexe n° 2).

Le montant des réalisations de dépenses du compte "Maintien de la Paix" (compte d'affectation spéciale) s'élève à 3 376 337 100 francs CFA (cf. annexe n° 2).

Article 19 : Les ressources extérieures affectées au financement des dépenses en capital exécutées au titre de la gestion 2005, sont de 32 043 198 190 francs CFA (cf. annexe n° 5).

Article 20 : Le résultat d'exécution de la loi de finances rectificative, gestion 2005 est déficitaire de 6 261 935 685 francs CFA (cf. annexe n° 2).

Article 21 : Le résultat de type patrimonial, gestion 2005, est créditeur de 141.018.986.317 francs CFA (cf. annexe n° 4).

Article 22 : Est établi, le compte de résultat de l'année 2005 (le solde à transporter au compte permanent des découverts du Trésor), au montant de -135 108 796 francs CFA.

* Au plan budgétaire :

Il s'agit de la somme algébrique des soldes ci-après :

- Solde des opérations du budget des institutions et ministères de l'Etat : 14 109 078 599 francs CFA
- Solde des opérations du Fonds National des Retraites du Bénin : -14 244 187 395 francs CFA

Solde à transporter au compte permanent des découverts du Trésor, gestion 2005. : -135 108 796 francs CFA

* Au plan comptable :

Ici, le solde à transporter au compte permanent des découverts du Trésor est déterminé par la somme algébrique des résultats ci-après :

Résultat d'exécution de la loi de finances, gestion 2005 : budget de l'Etat.....: -6 261 935 685 francs CFA
Résultat d'exécution des opérations de la CAA.....: -3 681 012 317 francs CFA
Résultat d'exécution des opérations du Fonds Routier..... : 9 037 028 121 francs CFA
Résultat d'exécution des opérations du compte d'affectation spéciale.....: 463 267 784 francs CFA
Résultat d'exécution des opérations des Comptes Spéciaux du Trésor..... : 307 543 301 francs CFA

42

Solde à transporter au compte permanent des découverts
du Trésor, gestion 2005 : -135 108 796 francs CFA

Est autorisé le transfert au compte permanent des découverts du Trésor de la somme de -135 108 796 francs CFA.

Article 23 : Sont approuvés les dépassements de crédits constatés à la clôture de l'année budgétaire 2005, soit 5 867 033 419 francs CFA tels qu'ils résultent du tableau N annexé à la présente loi.

Sont autorisées en conséquence, les inscriptions de crédits correspondants, à savoir :

Section 20 :	21 683 815	francs CFA
Section 24 :	840 847 330	francs CFA
Section 25 :	326 478 447	francs CFA
Section 26 :	396 280 456	francs CFA
Section 28 :	24 011 299	francs CFA
Section 31 :	113 649 694	francs CFA
Section 921 :	4 144 082 378	francs CFA

Article 24 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Cotonou, le 25 juillet 2013

*Par le PR, CE, CG
Dr BV*

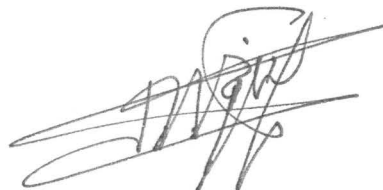
*le PR :
PIK*

*le PRF
JG*

Anyhate

Porto-Novo, le 25 juin 2013

Le Président de l'Assemblée Nationale,



Professeur Mathurin Coffi **NAGO**

TABLEAUX

TABLEAU A

EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES, GESTION 2005

RECETTES

(EN MILLIONS DE FRANCS C.F.A.)

DESIGNATION DES RECETTES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
A - RECETTES FISCALES			
1 Recettes des Administrations financières	352 810	357 996	101,47
Total A	352 810	357 996	101,47
B - RECETTES NON FISCALES			
1 Recettes des Administrations financières	13 770	73 813	536,04
2 Budget d'Investissement de l'Administration Centrale	810	0	0,00
3 Budget du F.N.R.B.	11 025	9 627	87,32
4 Budget de la C.A.A.	8 000	23 731	296,64
5 Budget du Fonds Routier	3 195	1 490	46,64
6 Compte d'affectation spéciale	0	1 005	-
7 Opérations à caractère temporaire	5 278	21	0,40
Total B	42 078	109 687	260,68
TOTAL GENERAL (A + B)	394 888	467 683	118,43

42

TABLEAU B**EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES, GESTION 2005****DEPENSES**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
A - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF	674 157	473 616	70,25
I - BUDGET GENERAL DE L'ETAT	656 646	459 207	69,93
1.- Budget des Institutions et Ministères	587 675	404 759	68,87
a.- Recettes des Administrations financières			
b.- Budget d'Investissement de l'Administration Centrale			
c.- Dépenses ordinaires hors arriérés	403 025	317 999	78,90
d.- Dépenses en capital	184 650	86 760	46,99
2.- Budget annexe	22 461	23 871	106,28
- Fonds National des Retraites du Bénin	22 461	23 871	106,28
3.- Autres budgets	46 510	30 577	65,74
a.- Caisse Autonome d'Amortissement	37 909	20 050	52,89
b.- Fonds Routier	8 601	10 527	122,39
II - VARIATION NETTE DES ARRIERES	16 400	12 940	78,90
III - COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE	1 111	1 469	132,22
- Compte SYDONIA	1 111	1 469	132,22
B - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE	1 219	329	57,87
i - Comptes de prêts	565	314	55,58
ii - Comptes d'avances	654	15	2,29
Total A	675 376	473 945	70,17

47

TABLEAU C**EXECUTION DU BUDGET DES INSTITUTIONS ET MINISTERES, GESTION 2005****RECETTES**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES		PREVISIONS	REALISATIONS	
			MONTANT	TAUX
1	Recettes fiscales	352 810	357 996	101,47
2	Recettes non fiscales	13 770	73 813	536,04
3	BIAC	810	0	0,00
TOTAL :		367 390	431 809	117,53

TABLEAU D**EXECUTION DU BUDGET DES INSTITUTIONS ET MINISTERES, GESTION 2005****DEPENSES**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES		PREVISIONS	REALISATIONS	
			MONTANT	TAUX
1	Dépenses ordinaires hors arriérés	435 825	(*) 317 999	72,96
2	Dépenses en capital	184 650	86 760	46,99
TOTAL :		620 475	404 759	65,23

(*) Non compris le montant de 12.940 millions de francs CFA représentant la « Variation nette des arriérés »

42

TABLERAU E**EXECUTION DES RECETTES DES ADMINISTRATIONS FINANCIERES, GESTION 2005**

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
I - RECETTES FISCALES	<u>352 810</u>	<u>357 996</u>	<u>101,47%</u>
1 D.G.D.D.I.	178 500	183 754	102,94%
2 D.G.I.D.	174 310	174 242	99,96%
II - RECETTES NON FISCALES	<u>13 770</u>	<u>36 674</u>	<u>266,33%</u>
1 D.G.I.C.P.	13 770	36 674	266,33%
III - AUTRES RECETTES NON FISCALES (ressources d'emprunts)	-	<u>37 139</u>	-
IV - BIAC	<u>810</u>	<u>0</u>	<u>0,00%</u>
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)	367 390	431 809	117,53%

41

TABLEAU 2

EXECUTION DES DEPENSES ORDINAIRES HORS ARRIERES, GESTION 2005

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Dette publique	53 087	31 153	58,68%
- intérieure (carrières sal. et non sal.)	19 499	5 492	
- extérieure	33 588	25 661	
2 Dépenses de personnel	136 589	134 005	98,11%
3 Autres dépenses de fonctionnement	87 836	77 064	87,74%
4 Dépenses de transfert	125 513	64 850	51,67%
5 AMI et CFI	-	17 054	-
6 Frais de tenue de compte	-	64	-
7 Crédits dérogés, exécutés non intégrés dans l'organe (imputation définitive)	-	6 749	-
TOTAL GÉNÉRAL	403 025	(*) 330 939	82,11%

(*) La différence de montant de 12.940 millions de francs CFA représentant la « Variation nette des arriérés »

TABLEAU 3

EXECUTION DES DEPENSES EN CAPITAL, GESTION 2005

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 - DEPENSES SUR RESSOURCES INTERIEURES	81 012	54 717	67,54%
1 Administrations centrales	80 202	54 717	68,22%
2 Collectivités locales et autres	810	0	0,00%
2 - DEPENSES SUR RESSOURCES EXTERIEURES	103 638	32 043	30,92%
1 Prêts projets	43 981	5 544	12,61%
2 Dons projets	59 657	26 499	44,42%
TOTAL GÉNÉRAL	184 650	86 760	46,99%

4

TABLEAU H***EXECUTION DU BUDGET ANNEXE : FONDS NATIONAL DES RETRAITES DU BENIN,
GESTION 2005***

(RECETTES)

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Versement des retenues et parts contributives	10 687	9 290	86,93%
2 Validation des Services	338	337	99,70%
TOTAL GENERAL	11 025	9 627	87,32%

TABLEAU I***EXECUTION DU BUDGET ANNEXE : FONDS NATIONAL DES RETRAITES DU BENIN,
GESTION 2005***

(DEPENSES)

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Dépenses de fonctionnement	1 781	1 236	69,40%
2 Arrérages de pension	20 680	22 635	109,45%
TOTAL GENERAL	22 461	23 871	106,28%

42

TABLEAU J*EXECUTION DU BUDGET DE LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT,
GESTION 2005**(RECETTES)*

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Prêts rétrocedés	7 995	23 731	296,82%
2 Bonifications prêts	0	0	-
3 Commissions d'Aval	0	0	-
4 Loyers	5	0	0,00%
5 Ressources exceptionnelles du budget	0	-	-
6 Divers	0	-	-
TOTAL GENERAL	8 000	23 731	296,64%

TABLEAU K*EXECUTION DU BUDGET DE LA CAISSE AUTONOME D'AMORTISSEMENT,
GESTION 2005-**(DEPENSES)*

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
I - DETTE EXTERIEURE	33 523	14 156	42,23%
1 Bilatérale	7 698	812	10,55%
2 Multilatérale (y compris les provisions)	25 825	13 344	51,67%
II - DETTE INTERIEURE	3 198	4 806	150,28%
III - FONCTIONNEMENT	1 188	1 088	91,58%
TOTAL GENERAL (I + II + III)	37 909	20 050	52,89%

47

TABLEAU I

EXECUTION DU BUDGET DU FONDS ROUTIER, GESTION 2005

(RECETTES)

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Taxes sur ponts bascules	10	11	110,00%
2 Taxes sur pont de Porto-Novo	0	0	-
3 Taxes sur pont du Mono / Sazile	115	244	212,17%
4 Taxes de péage	3 070	1 225	39,90%
5 Recettes diverses	0	10	-
TOTAL GENERAL	3 195	1 490	46,64%

TABLEAU II

EXECUTION DU BUDGET DU FONDS ROUTIER, GESTION 2005

(DEPENSES)

(EN MILLIONS DE FRANCS CFA)

RUBRIQUES	PREVISIONS	REALISATIONS	
		MONTANT	TAUX
1 Fonctionnement des Services du Fonds	683	314	45,91%
2 Equipement socio-administratif du Fonds	25	25	100,00%
3 Dotation de la D.R.O.A.	281	249	88,61%
4 Travaux d'entretien routier	7 611	9 939	130,59%
5 Autres dépenses et contrepartie	-	-	-
TOTAL GENERAL	8 601	10 527	122,39%

47

TABLEAU N**SITUATION DES CREDITS A ANNULER OU A REPORTER ET DES OUVERTURES DE CREDITS
COMPLEMENTAIRES, GESTION 2005**

(EN FRANCS CFA)

SECTIONS BUDGE- TAIRES	LIBELLES	DOTATIONS BUDGETAIRES				TOTAL CREDITS CONSOMMES	CREDITS			
		CREDITS INITIAUX	REPORTS DE CREDITS	FONDS DE CONCOURS	TOTAL CREDITS OUVERTS		NON CONSOMMES	A REPORTER	A ANNULER	OUVERTURES COMPLEMENTAIRES
10	ASSEMBLEE NATIONALE	5 523 517 000			5 523 517 000	5 141 865 877	381 651 123		381 651 123	
11	COUR CONSTITUTIONNELLE	702 786 000			702 786 000	587 982 795	114 803 205		114 803 205	
12	COUR SUPREME	1 429 192 000			1 429 192 000	1 159 269 547	269 922 453	20 000 000	249 922 453	
13	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	912 382 000	26 636 566		939 018 566	864 117 691	74 900 875	13 963 049	60 937 826	
14	HAUTE AUTORITE AUDIO-VISUELLE ET COMM.	1 187 083 000	80 748 074		1 267 831 074	1 175 213 729	92 617 345	58 322 207	34 295 138	
15	HAUTE COUR DE JUSTICE	392 595 000			392 595 000	294 287 231	98 307 769	11 495 779	86 811 990	
20	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	5 463 568 000	120 698 855		5 584 266 855	5 605 950 670	0	268 888 223		21 683 815
21	EX - PRIMATURE									
22	MINIS. DEFENSE NATIONALE	23 270 785 000	2 080 395 414		25 351 190 414	23 678 992 384	1 672 198 030	2 229 162 828		
23	MINIS. INTERIEUR SEC. ET DECENTRALISAT.	16 985 922 000	530 430 030		17 516 352 030	15 401 035 701	2 115 316 329	180 204 690	1 935 111 639	
24	MINIS AFFAIRES ETRANGERES	12 382 966 000	425 000 000		12 807 966 000	13 648 813 330	0	4 574 669		840 847 330
25	MINIS. DES FINANCES ET ECONOMIE	15 480 181 000	134 850 733		15 615 031 733	15 941 510 180	0	22 040 174 409		326 478 447
26	MINIS. JUSTICE ET LEGISLATION	5 263 974 000	51 089 194		5 315 063 194	5 711 343 650	0	88 316 345		396 280 456
27	MINIS. COORD. ACTION GOUVERNEMENTALE	3 899 372 000	174 416 956		4 073 788 956	3 605 707 707	468 081 249	184 967 717	283 113 532	
28	MINIS. CHARGE RELAT. AVEC INSTITUTIONS	803 414 000			803 414 000	827 425 299	0			24 011 299
29	MINIS. EDUCATION NATIONALE									

30	MINIS. TRAV. PUBLICS ET TRANSP.	17 655 076 000	2 772 155 499		20 427 231 499	15 128 574 427	5 298 657 072	3 695 838 909	1 602 818 163	
31	MINIS. FONCT. PUBLIQUE	3 750 182 000			3 750 182 000	3 863 831 694	0	22 086 135		113 649 694
32	MINIS. COMM. ET TECHNOLOGIES NOUVELLES	2 450 666 000	18 915 786		2 469 581 786	1 819 522 397	620 059 389	573 985 703	46 073 686	
33	MINIS. INDUSTRIE, COMMERCE ET EMPLOI	3 986 513 000	119 896 397		4 106 409 397	3 022 506 692	1 083 903 805	129 937 770	953 966 035	
34	MINIS. ENVIRONN. HABITAT ET URBANISME	13 056 593 000	790 220 096		13 876 813 096	11 125 573 045	2 750 940 051	5 022 592 859		
35	MINIS. TRAVAIL, EMPLOI ET AFF. SOCIALES									
36	MINIS. DE LA SANTE	33 900 074 000	1 290 669 494		35 190 743 494	25 230 563 431	9 960 180 063	3 688 461 038	6 271 719 025	
37	MINIS. ENERGIE, MINES ET HYDRAULIQUE	4 556 794 000	883 796 122		5 740 590 122	4 122 860 761	1 617 729 361	3 738 476 615		
38	MINIS. CULTURE, ARTISANAT ET TOURISME	5 805 254 000	351 770 943		6 187 024 943	4 914 426 021	1 272 598 922	863 593 701	409 005 221	
39	MINIS. AGRICULT. ELEVAGE ET PECHE	16 533 831 000	941 540 809		17 475 371 809	10 652 254 633	6 823 117 176	3 697 835 662	3 125 251 514	
40	MINIS. JEUNESSE, SPORTS ET LOISIRS	3 011 868 000	153 960 610		3 165 828 610	2 712 442 683	453 385 927	67 457 446	355 928 481	
41	MINIS. PROTECTION SOCIALE ET SOLIDARITE	4 228 729 000	74 142 787		4 302 871 787	3 412 643 041	890 228 746	171 906 161	718 322 585	
42	MINIS. ENSEIGNEMENTS PRIM. SECONDAIRE	69 494 788 000	2 268 617 780	1 465 295 854	73 228 701 634	64 177 758 570	9 050 943 064	4 924 244 789	4 126 698 275	
43	MINIS. ENSEIGNEMENT TECH. FORMAT. PROF.	6 261 816 000	296 242 655		6 558 058 655	5 510 378 473	1 047 680 182	255 078 491	792 601 691	
44	MINIS. ENSEIGNEMENT SUP. RECH. SCIENTIFQ.	19 511 752 000	1 603 507 287		21 115 259 287	17 217 682 682	3 897 576 605	1 310 470 293	2 587 106 312	
921	DEPENSES COMMUNES	21 085 065 000			21 085 065 000	25 229 147 378	0			4 144 082 378
922	DEPENSES DIVERSES	16 062 935 000			16 062 935 000	13 323 076 567	2 739 858 433		2 739 858 433	
923	DEPENSES D'INTERVENTIONS PUBLIQUES	62 485 316 000			62 485 316 000	10 500 612 253	51 984 703 747		51 984 703 747	
941	TRANSFERT AU TITRE DES TAXES AFFECTEES	16 400 000 000			16 400 000 000	14 998 542 350	1 401 457 650		1 401 457 650	
	DETTE PUBLIQUE	69 487 000 000			69 487 000 000	31 152 800 661	38 334 199 339		38 334 199 339	
	AUTRES DEPENSES DIVERSES	103 637 999 000	88 165 272 752	19 305 588 842	211 108 860 594	32 043 198 190	179 065 662 404		179 065 662 404	
	TOTAUX	587 389 999 000	103 384 974 939	20 770 884 696	711 545 858 635	393 832 211 740	323 580 680 314	53 262 035 488	297 692 049 467	5 867 033 419

ANNEXES

ANNEXE N° I**SITUATION PREVISIONNELLE DES DEPENSES BUDGETAIRES DE L'ETAT, GESTION 2005**

(En francs CFA)

Libellé des natures de crédits	Dotations initiales (crédits votés) (2)	Fonds de concours (3)	Reports de crédits de 2004 sur 2005 (4)	Total des crédits ouverts (5) = (2)+(3)+(4)
I - DEPENSES ORDINAIRES	415 611 997 000	0	3 812 796 688	419 424 793 688
<u>Dette publique</u>	<u>69 487 000 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>69 487 000 000</u>
Dette publique intérieure	35 899 419 000	0	0	35 899 419 000
Dette publique extérieure	33 587 581 000	0	0	33 587 581 000
<u>Dépenses de Personnel</u>	<u>136 588 997 000</u>	<u>0</u>	<u>0</u>	<u>136 588 997 000</u>
Dépenses de personnel réparties	108 138 997 000	0	0	108 138 997 000
Dépenses de personnel non réparties	28 450 000 000	0	0	28 450 000 000
<u>Dépenses de Fonctionnement</u>	<u>85 189 231 000</u>	<u>0</u>	<u>2 646 681 275</u>	<u>87 835 912 275</u>
Achat de biens et services répartis	46 732 364 000	4 000 000	1 411 090 699	50 147 454 699
Achat de biens et services non répartis	23 656 000 000	0	0	23 656 000 000
Acquisitions et grosses réparations	12 800 867 000	-4 000 000	1 235 590 576	14 032 457 576
<u>Dépenses de Transfert</u>	<u>124 346 769 000</u>	<u>0</u>	<u>1 166 115 413</u>	<u>125 512 884 413</u>
Subvention d'exploitation:	36 533 574 644	441 064 000	33 237 820	37 007 876 464
Autres transferts courants	70 643 194 356	-441 064 000	1 132 877 593	71 335 007 949
Charges exceptionnelles	17 170 000 000	0	0	17 170 000 000
II - DEPENSES EN CAPITAL	171 778 002 000	20 770 884 696	99 572 178 251	292 121 064 947
Projets - ressources intérieures	68 140 003 000	1 465 295 854	11 406 905 499	81 012 204 353
Projets - ressources extérieures	103 637 999 000	19 305 588 842	88 165 272 752	211 108 860 594
TOTAL PARTIEL	587 389 999 000	20 770 884 696	103 384 974 939	711 545 858 635
MP3 et CD2 exécutés à imputation définitive				
Credits délégués exécutés, non intégrés dans D-siglip à imputation définitive				
Règlement frais de tenue de compte et de téléx (imputation définitive)				
TOTAL GENERAL :	587 389 999 000	20 770 884 696	103 384 974 939	711 545 858 635

VI

ANNEXE N° 2**EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, GESTION 2005**

(EN FRANCS CFA)

OPERATIONS	RECETTES	DEPENSES	SOLDE
A - OPERATIONS A CARACTERE DEFINITIF	467 662 419 305	473 616 811 689	-5 954 392 384
<i>I - BUDGET GENERAL DE L'ETAT</i>	<u>466 656 959 753</u>	<u>459 207 966 293</u>	<u>7 448 993 460</u>
1 Budget des Institutions et Ministères	<u>431 808 639 270</u>	<u>404 759 442 611</u>	<u>27 049 196 659</u>
a - Recettes des régies	431 808 639 270		431 808 639 270
b - BIAC	0		0
c - Dépenses ordinaires hors arriérés		317 999 456 163	-317 999 456 163
d - Dépenses en capital		86 759 986 448	-86 759 986 448
2 Budget annexe	<u>9 626 655 383</u>	<u>23 870 842 778</u>	<u>-14 244 187 395</u>
- Fonds National des Retraites du Bénin	9 626 655 383	23 870 842 778	-14 244 187 395
3 Autres budgets	<u>25 221 665 100</u>	<u>30 577 680 904</u>	<u>-5 356 015 804</u>
a - Caisse Autonome d'Amortissement	23 731 356 828	20 050 344 511	3 681 012 317
b - Fonds Roulier	1 490 308 272	10 527 336 393	-9 037 028 121
<i>II - VARIATION NETTE DES ARRIERES</i>	<u>0</u>	<u>12 940 118 060</u>	<u>-12 940 118 060</u>
<i>III - COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE</i>	<u>1 005 459 552</u>	<u>1 468 727 336</u>	<u>-463 267 784</u>
- Compte SYDONIA	1 005 459 552	1 468 727 336	-463 267 784
B - OPERATIONS A CARACTERE TEMPORAIRE	21 000 000	328 543 301	-307 543 301
I - COMPTES DE PRÊTS	21 000 000	313 543 301	-292 543 301
II - COMPTES D'AVANCES	0	15 000 000	-15 000 000
TOTAL :	467 683 419 305	473 945 354 990	
RESULTAT D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE, GESTION 2005 :			-6 261 935 685

ANNEXE N° 3*REMBOURSEMENT DES AVANCES ET PRETS, GESTION 2005**(SOLDES CREDITEURS)*

(EN FRANCS CFA)		
COMPTES	LIBELLES	MONTANTS
967.554.2	Prêts aux Députés	0
967.554.3	Prêts aux membres du Conseil Economique et Social (CES)	21 000 000
TOTAL:		21 000 000

42

ANNEXE N° 4**TABLEAU RECAPITULATIF DES PRODUITS ET DES CHARGES, GESTION 2005**

(EN FRANCS CFA)

N° de compte	PRODUITS	MONTANTS	N° de compte	CHARGES	MONTANTS
71	Recettes fiscales	357 995 561 640	61	Dépenses de personnel	134 005 383 629
72	Recettes non fiscales	36 464 753 754	62	Achats de biens et services	64 523 411 509
73	Transferts reçus d'autres budgets (Recettes non fiscales)	-	63	Subventions d'exploitation	17 999 966 625
74	Dons programmes	9 264 896 200	64	Autres transferts courants	39 679 652 856
76	Produits exceptionnels	208 948 886	65	Intérêts et frais financiers	-
76	Produits SYDONIA	1 468 727 336	66	Charges exceptionnelles	7 170 027 328
76	Produits issus des opérations à caractère temporaire		66	Charges exceptionnelles (SYDONIA)	1 005 459 552
			66	Autres charges exceptionnelles	-
				Total des charges	264 383 901 499
				Solde créditeur	141 018 986 317
	TOTAL GENERAL	405 402 887 816		TOTAL GENERAL	405 402 887 816

ANNEXE N° 5

TABLEAU-SYNTHESE DU BORDEREAU DE DEVELOPPEMENT DES DEPENSES BUDGETAIRES DES MINISTERES ET INSTITUTIONS DE L'ETAT ET DU BORDEREAU SOMMAIRE D'ETAT DE RAPPROCHEMENT DES DEPENSES ORDONNANCEES ET ACCEPTEES, GESTION 2005

Libellé des natures de crédits (1)	Dotations initiales (crédits votés) (2)	Fonds de concours (3)	Reports de crédits de 2004 sur 2005 (4)	Total des crédits ouverts (5) = (2)+(3)+(4)	Montant des crédits consommés			Montant des crédits disponibles	
					Montant des Dépenses ordonnancées et acceptées (6)	Montant des OP SIGFIP non régularisés (7)	Montant total des crédits consommés (8) = (6) + (7)	Par rapport au total des Dépenses ordonnancées (9) = (5)-(6)	Par rapport au total des crédits consommés (10) = (5) - (8)
I - DEPENSES ORDINAIRES	415 611 997 000	0	3 812 796 688	419 424 793 688	302 479 906 526	4 592 318 766	307 072 225 292	116 944 887 162	112 352 568 396
Dette publique	69 487 000 000	0	0	69 487 000 000	31 152 800 661	0	31 152 800 661	38 334 199 339	38 334 199 339
Dette publique intérieure	35 899 419 000	0	0	35 899 419 000	5 492 201 922	0	5 492 201 922	30 407 217 078	30 407 217 078
Dette publique extérieure	33 587 581 000	0	0	33 587 581 000	25 660 598 739	0	25 660 598 739	7 926 982 261	7 926 982 261
Dépenses de Personnel	136 588 997 000	0	0	136 588 997 000	132 779 018 479	1 226 365 150	134 005 383 629	3 809 978 521	2 583 613 371
Dépenses de personnel réparties	108 138 997 000	0	0	108 138 997 000	106 921 140 596	222 000	106 921 362 596	1 217 856 404	1 217 634 404
Dépenses de personnel non réparties	28 450 000 000	0	0	28 450 000 000	25 857 877 883	1 226 143 150	27 084 021 033	2 592 122 117	1 365 978 967
Dépenses de Fonctionnement	85 189 231 000	0	2 646 681 275	87 835 912 275	75 105 676 090	1 958 718 103	77 064 394 193	12 730 236 185	10 771 518 082
Achat de biens et services répartis	48 732 364 000	4 000 000	1 411 090 699	50 147 454 699	39 369 337 591	128 640 340	39 497 977 931	10 778 117 108	10 649 476 768
Achat de biens et services non répartis	23 656 000 000	0	0	23 656 000 000	23 195 355 815	1 830 077 763	25 025 433 578	460 644 185	-1 369 433 578
Acquisitions et grosses réparations	12 800 867 000	-4 000 000	1 235 590 575	14 032 457 576	12 540 982 684	0	12 540 982 684	1 491 474 892	1 491 474 892
Dépenses de Transfert	124 346 769 000	0	1 166 115 413	125 512 884 413	63 442 411 296	1 407 235 513	64 849 646 809	62 070 473 117	60 663 237 604
Subvention d'exploitation	36 533 574 644	441 064 000	33 237 820	37 007 876 464	17 855 550 564	144 416 061	17 999 966 625	19 152 325 900	19 007 909 839
Autres transferts courants	70 643 194 356	-441 064 000	1 132 877 593	71 335 007 949	38 416 833 404	1 262 819 452	39 679 652 856	32 918 174 545	31 655 355 093
Charges exceptionnelles	17 170 000 000	0	0	17 170 000 000	7 170 027 328	0	7 170 027 328	9 999 972 672	9 999 972 672
II - DEPENSES EN CAPITAL	171 778 002 000	20 770 884 696	99 572 178 251	292 121 064 947	86 690 943 672	69 042 776	86 759 986 448	205 430 121 275	205 361 078 499
Projets - ressources intérieures	68 140 003 000	1 465 295 854	11 406 905 499	81 012 204 353	54 647 745 482	69 042 776	54 716 788 258	26 364 458 871	26 295 416 095
Projets - ressources extérieures	103 637 999 000	19 305 588 842	88 165 272 752	211 108 860 594	32 043 198 190	0	32 043 198 190	179 065 662 404	179 065 662 404
TOTAL PARTIEL	587 389 999 000	20 770 884 696	103 384 974 939	711 545 858 635	389 170 850 198	4 661 361 542	393 832 211 740	322 375 008 437	317 713 646 895
MP3 et CD2 exécutés à imputation définitive					17 053 892 793	0	17 053 892 793		-17 053 892 793
Crédits délégués exécutés, non intégrés dans D-sigifip à imputation définitive					6 749 384 154	0	6 749 384 154		-6 749 384 154
Règlement frais de tenue de compte et de téléx (imputation définitive)					64 071 984	0	64 071 984		-64 071 984
TOTAL GENERAL :	587 389 999 000	20 770 884 696	103 384 974 939	711 545 858 635	413 038 199 129	4 661 361 542	417 699 560 671	322 375 008 437	293 846 297 964

Solde à transporter au compte permanent des découverts
du Trésor, gestion 2005 : -135 108 796 francs CFA

Est autorisé le transfert au compte permanent des découverts du Trésor de la somme de -135 108 796 francs CFA.

Article 23 : Sont approuvés les dépassements de crédits constatés à la clôture de l'année budgétaire 2005, soit 5 867 033 419 francs CFA tels qu'ils résultent du tableau N annexé à la présente loi.

Sont autorisées en conséquence, les inscriptions de crédits correspondants, à savoir :

Section 20 :	21 683 815	francs CFA
Section 24 :	840 847 330	francs CFA
Section 25 :	326 478 447	francs CFA
Section 26 :	396 280 456	francs CFA
Section 28 :	24 011 299	francs CFA
Section 31 :	113 649 694	francs CFA
Section 921 :	4 144 082 378	francs CFA

Article 24 : La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.-

Fait à Cotonou, le 30 juillet 2013,

Par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement,



Dr Boni YAYI.-

Le Premier Ministre Chargé de la Coordination de l'Action Gouvernementale,
de l'Evaluation des Politiques Publiques, du Programme de
Dénationalisation et du Dialogue Social,



Pascal Irénée KOUPAKI.-

Le Ministre de l'Economie
et des Finances,



Jonas GBIAN.-

AMPLIATIONS : PR 6 AN 4 CS 2 CC 2 CES 2 HAAC 2 HCJ 2 PMCCAGEPPPDDS 4 MJLDH 4
MDGLAAT 4 autres Ministères 24 SGG 4 DGBM-DCF-DGTCP-DGID-DGDDI 5 BN-DAN-DLC 3
GCONB-DGCST-INSAE 3 BCP-CSM-IGAA-IGE 4 UAC-ENAM-FADESP 3 UP-FDSP2 JO 1

